

Questions orales

Si le député est soucieux de l'intérêt national, il devrait laisser le gouvernement canadien et nos négociateurs . . .

M. Lapierre: Vous avez eu deux ans pour le faire.

M. Mulroney: Oui, au bout de deux ans. Il n'y a rien de mal à cela. . . résoudre cette question que nous soumettrons à l'examen de la Chambre si c'est dans l'intérêt national, comme nous l'avons toujours dit. Dans le cas contraire, comme je l'ai dit dès le départ, nous ne signerons pas l'accord.

M. le Président: Le député de Winnipeg—Fort Garry.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Merci.

Une voix: Cela ne s'adressait pas à vous, Lloyd.

LA REPRISE POSSIBLE DES NÉGOCIATIONS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, si vous le permettez, je voudrais poser des questions supplémentaires au premier ministre. Il vient de reconnaître qu'un accord commercial de cette envergure est délicat et complexe. Nous savons que l'entente devra être conclue au plus tard dimanche soir, soit dans cinq jours et demi. Pourtant, le gouvernement ne sait pas encore s'il va reprendre les négociations.

Nous savons ce qui s'est passé lorsque nous avons négocié à la dernière minute l'accord sur le bois d'oeuvre. Nous avons fait un bien mauvais marché et cet accord est loin d'être parfait. Comment le gouvernement peut-il envisager de reprendre les négociations, refaisant ainsi la même erreur, alors qu'il doit négocier un accord global complexe qui touche tous les secteurs de l'économie et qu'il espère le faire en quatre ou cinq jours? N'allons-nous pas vers un échec certain? Pourquoi le gouvernement ne dit-il pas simplement que ce marché était mauvais depuis le début et ne commence-t-il pas à élaborer une stratégie commerciale beaucoup plus efficace pour le Canada?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je suppose que le député pense à une stratégie commerciale efficace comme celle du parti libéral en 1972 laquelle ne s'est pas révélée aussi avantageuse pour les deux pays. Notre dépendance à l'égard des États-Unis a directement augmenté en raison de l'absence de politique sous le gouvernement libéral et ce problème énorme nous oblige aujourd'hui à nous efforcer de protéger les emplois au Canada et à en créer de nouveaux grâce à un accord global qui rendra nos relations commerciales plus stables et sûres.

Quant au processus de négociation, chacun sait que depuis le tout début, l'ambassadeur Reisman et ses collègues ont agi avec beaucoup de compétence et de professionnalisme. Il y a eu un niveau de collaboration sans précédent avec les premiers ministres provinciaux, qui se sont tous dit satisfaits de leur participation et de leur contribution. Nous avons tenu un débat à la Chambre et un important débat public. Il y a donc eu un énorme échange d'informations alors que nous cherchons à défendre, ce qui est normal, l'intérêt national.

• (1425)

J'ai dit depuis le début que si les divergences fondamentales qui ont vu le jour au cours des entretiens ne sont pas résolues,

il n'y aura pas d'entente. Si nous réussissons à les résoudre, nous soumettrons à la Chambre un accord commercial global qui, selon nous, servira l'intérêt national.

Des voix: Bravo!

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, puisque le premier ministre évoque notre histoire, il faudrait peut-être lui rappeler que la stratégie commerciale du gouvernement précédent a abouti au Tokyo Round des négociations du GATT, lequel nous a garanti l'accès au marché américain du bois d'oeuvre, mais son gouvernement a tout fichu en l'air.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Monsieur le Président, après cette brève introduction, j'en arrive à ma question.

Le premier ministre n'a toujours pas résolu le problème fondamental, à savoir qu'il ne nous reste que cinq jours. Vous avez un processus de négociation . . .

M. le Président: Je conseille au député de bien peser ses mots.

M. Axworthy: Monsieur le Président, voici ce que je veux demander au premier ministre. Selon lui, si son gouvernement décide de reprendre les négociations, pourra-t-il dans les cinq prochains jours résoudre toutes les divergences et élaborer une entente qui remédiera à toutes les carences de cet accord? Ou le gouvernement va-t-il demander au pays de lui signer un chèque en blanc, et d'acheter les yeux fermés, de sorte qu'ils ne sauront pas ce qu'ils obtiennent? C'est l'avenir de notre pays que nous remettons en question.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, quand mon collègue parle d'acheter les yeux fermés, cela me rappelle que dans le cadre du Tokyo Round, les libéraux ont négligé l'agriculture . . .

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: . . . et que les agriculteurs canadiens ont été laissés pour compte dans ce processus. Le député devrait avoir honte de lui. Les agriculteurs de l'Ouest ont été trahis cette fois-là.

Mon collègue semble obnubilé par les chiffres. Par exemple, il ne cesse de mentionner les cinq jours. Que ce soit cinq jours, cinq minutes ou cinq heures, le problème reste le même. L'accord que nous concluons servira l'intérêt national du Canada ou il n'y aura pas d'accord.

Des voix: Bravo!

LA DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. On nous dit que le Cabinet s'est réuni toute la matinée. Des ministres se rendent à Washington pour plaider pendant sept heures notre cause auprès des Américains.